

L'Autriche constitutionnelle et fédéraliste les Slaves auraient nécessairement la majorité ; dans l'Unité Allemande et dans la Hongrie indépendante, ils seraient une minorité opprimée, sans droits, voués à la ruine, à laquelle ils avaient un demi-siècle auparavant si difficilement échappé.

Ainsi la politique tchèque était logiquement antiallemande, antimagyare, elle était autrichienne, elle était dynastique. L'Autriche puissante était leur seul but, l'Autriche des Habsbourgs, qui n'avaient jamais eu des égards pour eux, qui n'avaient jamais rendu justice à leurs revendications, qui pendant de longs siècles n'avaient fait que mener une politique antislave. L'attitude du gouvernement était aussi dans cette situation difficile et pénible. Il s'agissait de l'existence de l'Autriche. La dynastie absolutiste considérait avec effroi la propagande pangermaniste, craignant à la fois la hardiesse des libéraux et des radicaux républicains allemands de Francfort, et la dislocation de l'Autriche, qui en serait la conséquence, si leur but se réalisait. Elle consentirait à réaliser l'Unité allemande avec l'Autriche prépondérante ; mais une Allemagne libre, où les gouvernements des Etats particuliers ne seraient plus rien et où l'Autriche ne jouerait le premier rôle, lui répugnait. Dans ces conditions, la dynastie ne pouvait que prendre le parti des Slaves. Mais elle n'en a rien fait. C'était aller à l'encontre de toutes ses traditions, de toute sa politique du passé. Le gouvernement hésitait donc, son action était incohérente, indécise. Et, poussé par l'agitation révolutionnaire et pangermanique des Allemands d'un côté, par ses anciens plans sur la Grande Allemagne avec l'Autriche prépondérante de l'autre, il ne